



Le scandale des OGM : Les effets à long terme de la nourriture génétiquement modifiée sur les humains

Tout test scientifique doit d'abord être approuvé par l'industrie

Par [F. William Engdahl](#)

Thème: [Biotechnologie et OGM](#)

Mondialisation.ca, 02 août 2009

2 août 2009

L'un des grands mystères autour de la propagation des OGM dans le monde, depuis la sortie des premières cultures commerciales au début des années 90 aux États-Unis et en Argentine, c'est l'absence d'études scientifiques indépendantes sur les éventuels effets à long terme d'un régime à base d'OGM sur l'homme ou même le rat. La raison réelle se dévoile maintenant. Les compagnies agro-alimentaires des OGM, comme Monsanto, BASF, Pioneer, Syngenta et d'autres, interdisent la recherche indépendante.

En août 2009, un éditorial du mensuel scientifique réputé, *Scientific American*, a révélé la réalité choquante et alarmante cachée derrière la prolifération des OGM dans toute la chaîne alimentaire de la planète depuis 1994. Aucune revue scientifique réputée du monde ne publie d'étude scientifique indépendante pour une raison simple. Il est impossible de vérifier indépendamment que les cultures d'OGM, comme le Soja *Roundup Ready* de Monsanto ou le maïs MON8110, se comportent comme le prétend la compagnie ou que, comme les compagnies l'affirment aussi, ils n'ont aucun effet secondaire pernicieux, parce que les compagnies des OGM interdisent ce genre de tests !

Parfaitement ! Comme condition préalable à l'achat de semences d'OGM, soit à cultiver, soit à but de recherche, l'utilisateur final doit d'abord signer un accord avec Monsanto et les compagnies génétiques géantes. Au cours de la dernière décennie, la période de la plus grande prolifération des semences d'OGM dans l'agriculture, *Monsanto*, *Pioneer* (DuPont) et *Syngenta* ont exigé que toute personne achetant leurs graines d'OGM signe un accord interdisant explicitement leur utilisation dans quelque recherche indépendante. Les scientifiques n'ont pas le droit de tester les semences pour étudier dans quelles conditions elles se développent, ou même ratent. Ils ne peuvent pas comparer les caractéristiques d'une semence d'OGM avec celle, génétiquement modifiée ou non, d'une autre compagnie. Plus alarmant, il leur est interdit de vérifier si les cultures génétiquement modifiées ont des effets secondaires non intentionnels, soit sur l'environnement, soit sur les animaux ou les humains.

Les seules recherches autorisées à publication dans les revues scientifiques réputées, vérifiées par les pairs, sont les études approuvées préalablement par Monsanto et les autres compagnies de l'industrie des OGM.

Aux États-Unis, le processus d'homologation entier des semences d'OGM, en commençant par la proclamation du Président George HW Bush en 1992, à la demande de Monsanto,

selon laquelle aucun test particulier ne pourrait être entrepris par le gouvernement sur la sécurité des semences d'OGM, puisque le président les a jugées «substantiellement équivalentes» aux semences naturelles, fut rongé par la corruption des intérêts particuliers. D'anciens conseillers juridiques de Monsanto furent nommés en charge de l'EPA et de la FDA pour éviter toute réglementation particulière sur les semences d'OGM, et aucun test gouvernemental n'a été effectué jusqu'ici sur leur innocuité. Tous les tests de sécurité ou de performance des OGM sont assurés pour le gouvernement par les compagnies elles-mêmes, comme Monsanto. Il n'est guère étonnant que les OGM semblent positifs et que Monsanto et les autres puissent prétendre à tort qu'ils sont la «solution à la faim dans le monde.»

Aux États-Unis, un groupe de vingt-quatre grands universitaires spécialistes des insectes du maïs a écrit au *Government Environmental Protection Agency* (EPA) pour lui demander d'obliger de changer la pratique de censure de la corporation. C'est comme si Chevrolet, Tata Motors ou Fiat essayaient de censurer les tests de collision comparatifs de leurs voitures dans Consumer Reports ou une publication de consommateurs comparable, parce qu'ils n'aiment pas les résultats du test. Seulement, cela concerne la chaîne alimentaire humaine et animale. Les scientifiques affirment à juste titre à l'EPA que la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement « comptent sur la mise à disposition des spécialités végétales pour leur minutieux examen scientifique habituel. » Aux États-Unis, nous devons réfléchir à deux fois avant de manger au petit déjeuner la boîte de céréales suivante, si le maïs utilisé est un OGM.

Article original en anglais : [GMO Scandal: The Long Term Effects of Genetically Modified Food on Humans, Scientific Tests Must Be Approved by Industry First](#), publié le 29 juillet 2009.

Traduction Pétrus Lombard, Alterinfo.

F. William Engdahl est associé de [Mondialisation.ca/Global Research](#). Il est l'auteur de [Pétrole, une guerre d'un siècle : L'ordre mondial anglo-américain](#), et de [Seeds of Destruction: The Hidden Agenda of Genetic Manipulation](#).



Son site : www.engdahl.oilgeopolitics.net.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Articles Par : [F. William Engdahl](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca